

# Quatre trésoreries menacées de fermeture

Force ouvrière tire la sonnette d'alarme et annonce que les trésoreries de Bourmont, Bourbonne, Nogent et Wassy vont fermer leurs portes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Le syndicat dénonce une mise à mal du service public.

**N**ous sommes particulièrement inquiets à Rachel Sugneau, représentante FO au sein des Finances publiques en Haute-Marne, ne cache pas son désarroi. Par l'intermédiaire d'un document de travail devant préparer un comité technique interne mercredi prochain, la déléguée syndicale a eu la confirmation de ce qu'elle et d'autres craignent. La direction départementale des finances publiques (DDFPP) projette de fermer quatre trésoreries locales. Celles de Bourmont, de Bourbonne-les-Bains, de Nogent et de Wassy. Ces fermetures pourraient intervenir rapidement puisqu'on évoque la date du 1<sup>er</sup> janvier 2019. En regardant une carte et le découpage politique de la Haute-Marne, on comprend pourquoi ces trésoreries sont touchées. Elles sont en "concurrence" avec d'autres centres des Finances publiques situés dans la même intercommunalité. Amsi, Nogent fermerait au profit de Chaumont ; Bourbonne-les-Bains serait "rapatrié" du côté de Challandrey ; Wassy rejoindrait Saint-Dizier et Bourmont boucle-

rait ses portes au profit d'Andelot. Pour l'anecdote et pour rappel, cette trésorerie d'Andelot a été menacée de fermeture il y a un peu plus de deux ans. Et, devant l'opposition collective des élus, la DDFPP avait renoncé à baisser le rideau.

## Quatorze agents impactés

Là, il ne s'agit pas d'une mais de quatre trésoreries menacées de fermeture. Pour FO, c'est le service public de proximité qui est de nouveau mis à mal. «Comment voulez-vous attirer des jeunes dans notre département si tous les services partent ?», relève Rachel Sugneau. Elle rappelle que ces centres gèrent les finances des collectivités, font du recouvrement d'impôts ou permettent tout simplement au citoyen d'aller payer sa facture de cantine. Ce qui inquiète aussi bien sûr FO, c'est l'avenir des agents affectés dans ces centres menacés. Ils sont au nombre de quatorze. Ils ont une «obligation de suivre leurs missions», rappelle Rachel Sugneau. «Aller à pied au travail ou faire 40 km en voiture, ce n'est pas tout à fait la même chose», cite comme



La trésorerie de Nogent fait partie des sites menacés de fermeture. (Photo D.P.)

exemple la représentante syndicale, qui craint non seulement la perte de proximité pour les usagers mais aussi la constitution de gros centres où les tâches seront démultipliées.

## Des manifestations ?

FO votera contre cette décision le 27 juin et s'associera à toutes les manifestations de protestation qui pourraient émaner des élus. Dans une lettre ouverte

## Accessibilité plutôt que proximité pour la direction

Patricia Barjot, directrice départementale des Finances publiques, se dit consciente du symbole que représente la présence en milieu rural des trésoreries. «Nous sommes le service de l'État le plus présent», rappelle-t-elle. Elle confirmait hier les fermetures annoncées des quatre trésoreries. «La direction générale des finances publiques structure son réseau», indique la directrice. La tendance est donc à la spécialisation des services «pour renforcer leur qualité», argumente Patricia Barjot. Elle met aussi en avant l'évolution des usages et des méthodes de travail à l'heure où la dématérialisation gagne de plus en plus de terrain. «Les usagers ont de moins en moins besoin de se déplacer. Nous privilégions la notion d'accessibilité de nos services à celle de proximité», développe Patricia Barjot. Elle confirme aussi vouloir calquer son réseau sur «les évolutions démographiques et politiques» du territoire, à savoir conserver une trésorerie par intercommunalité, de préférence celle qui gère les deniers de la collectivité. La directrice départementale ne nie pas la perte de proximité des centres dans la restructuration à venir. Mais elle la juge moins nécessaire à l'heure où de plus en plus de démarches s'opèrent par Internet. Prélévement à la source de l'impôt sur le revenu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, fin de la taxe d'habitation dans trois ans... La direction générale des finances publiques veut faire évoluer ses réseaux et ses services au rythme des réformes et des phénomènes sociétaux. Sauf qu'en Haute-Marne, de nombreux habitants restent encore sur le bord du chemin par rapport à ces nouveaux usages. C'est pour cela que la DDFPP soutient la création des maisons de service au public «pour accompagner les personnes dans leurs démarches.» Accompagnement est aussi l'argument de la directrice quant aux agents concernés par cette restructuration. «J'ai rencontré les quatorze agents concernés. Je n'ai pas ressenti d'opposition de leur part», indique Patricia Barjot. La directrice est actuellement en discussion avec tous les élus concernés, dont certains ne sont pas décidés à se laisser faire.

C. C.

Céline Clément